

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier

Le 6 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOMAGIC

1A route départementale 975
CS 20010
71290 LA GENETE

Références : AM/MB/2022/L_245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement SOMAGIC implanté 1A route départementale 975 CS 20010 71290 LA GENETE. L'inspection a été annoncée le 31/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOMAGIC
- 1A route départementale 975 CS 20010 71290 LA GENETE
- Code AIOT dans GUN : 0005401145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SOMAGIC est spécialisée dans la fabrication de barbecues et planchas. Elle emploie 43 salariés permanents auxquels viennent s'ajouter du personnel intérimaire (automne à juin). L'effectif maximal est de 63 personnes. Dans le cadre de la relocalisation d'une partie de sa production la société SOMAGIC vient d'acquérir de nouvelles machines (plieuse et machine de découpe laser).

Les activités principales réalisées sur le site sont :

- découpe de tôle et tubes ;

- usinage des pièces découpées ;
- pliage ;
- dégraissage de certaines pièces ;
- application de peinture ;
- montage de certains équipements ;
- emballage des produits finis.

L'entreposage des produits finis est pour partie externalisée.

Le référentiel de l'inspection est principalement constitué par :

- l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2564 ;
- l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- l'arrêté ministériel du 29/02/2012 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-05897 du 24/11/2008.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations exploitées ;
- maîtrise du risque incendie ;
- gestion des déchets ;
- liste des équipements sous pression présents dans l'établissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 et 46
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.1.2
Traçabilité de déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Déclaration Gerep	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/11/2010, article 1.2.1
Installations électriques – conception	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.2.3
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Protection contre le risque foudre	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.2.4
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.5.3
Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.5.5.1
Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 24/01/2008, article 4.1.2.1
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.1.3
Equipements sous pression en exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations exploitées dans l'établissement semblent bien suivies.

Les constats relevés sont principalement d'ordre administratif :

- l'exploitant doit tenir à la disposition des services de secours :
- un inventaire des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement. Cet inventaire doit indiquer la nature, l'état physique, la quantité, l'emplacement, les mentions de danger et les phrases de risque de chacun des produits ;
- un plan matérialisant clairement les zones à risques et les emplacements d'entreposage des différents produits mentionnés ci-dessus ;
- l'exploitant indique dans son registre des déchets les évacuations des déchets dangereux et non dangereux ;
- l'exploitant doit déclarer dans la déclaration GEREPE les évacuations des déchets dangereux du site car celles-ci dépassent les 2 tonnes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Situation administrative des installations exploitées connues de l'Inspection : Rubrique 1450 : Autorisation (20.39 tonnes) Rubrique 2564-1-c : enregistrement (6400 litres) Rubrique 1978-5 : déclaration (3.5 tonnes par an) Rubrique 2940-2 : Déclaration avec contrôle périodique (70 kg/j)
Constats : la quantité d'allume-feu présente au sein du bâtiment 13, est très inférieure aux 20.39 tonnes autorisées mais demeure supérieure à une tonne (seuil d'autorisation). Ce bâtiment est localisé entre les sociétés SOMAGIC et BERRY. Cette dernière entrepose également dans le bâtiment des produits (quelques GRV d'huiles). Le bâtiment est dépourvu d'alimentation électrique, son sol forme rétention et il est ventilé naturellement. La responsabilité de l'exploitation de ce bâtiment ne semble pas très claire pour l'exploitant de la société SOMAGIC. L'Inspection rappelle que le bâtiment 13 est le lieu d'implantation de l'installation soumise à autorisation et que la réglementation ICPE interdit qu'une même installation ait plusieurs exploitants. A ce jour, le bâtiment 13 est considéré comme exploité par le société SOMAGIC. Celle-ci est responsable de tous les entreposages réalisés dans le bâtiment. Le classement des autres installations classées n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 et 46
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 45 Définitions. Au sens de la présente section on entend par : -matières dangereuses : substances ou mélanges visés par les rubriques 4XXX, 1450 et 1436 ainsi que les déchets présentant des propriétés équivalentes.</p> <p>Article 46 État des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 7.1.1 de l'AP du 24/11/2008 L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans rétablissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p> <p>Constats : l'exploitant dispose informatiquement et en temps réel des quantités de produits dangereux entreposés dans son établissement (allume-feu, diverses peintures, dégraissant). Les FDS des produits dangereux sont disponibles.</p> <p>L'inventaire transmis n'indique pas la quantité de matière entreposée par la société BERRY dans le bâtiment 13 (siège de l'installation soumise à autorisation).</p> <p>Constat 1-01032022 : dans les conditions actuelles d'exploitation, en cas d'incident, les services de secours ne disposent pas d'un accès rapide aux informations relatives aux caractéristiques des matières entreposées (nature, état physique, quantité, emplacement, mentions de danger et phrases de risque).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. Article 10 AM du 09/04/2019 L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : L'exploitant a identifié la zone de dégraissage et le bâtiment 13 comme des zones ATEX. Des panneaux matérialisent ces zones. Constat 2-01032022 : l'exploitant ne dispose pas d'un plan des zones à risques. Le plan matérialisant clairement les zones à risques est à établir. Ce plan pourra, en plus des zones à risques, indiquer la localisation des entreposages des produits dangereux ainsi que la localisation des produits combustibles présents sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – conception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le rapport relatif au dernier contrôle des installations électriques (27/10/2021) fait état de 3 observations, aucune récurrente. Le rapport a été complété suite à l'intervention d'une entreprise extérieure le 07/02/2022. Pour chacune des 3 observations, l'indication "fait" est indiquée avec le tampon de l'entreprise ainsi que la date d'intervention. Le contrôle thermographique réalisé le 24/11/2021 par la société TEC CONTRÔLE ne fait état d'aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Chauffage. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
Constats : L'atelier de dégraissage est chauffé par des aérothermes (l'eau est chauffée via une chaudière gaz externe à l'atelier); Le bain de dégraissage n'est pas chauffé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : L'analyse risque foudre du 15 novembre 2012 indique que le risque R1 est inférieur à 10^{-5} pour : <ul style="list-style-type: none">- le bâtiment principal ;- le bâtiment 13 ;- le chapiteau de stockage. Réglementairement le risque est considéré comme acceptable. L'exploitant indique qu'il n'a pas été réalisé, depuis 2012, de modifications susceptibles de modifier les conclusions de l'ARF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima de : <ul style="list-style-type: none">- un débit d'eau de 120 m³/h, par la présence de point d'eau ;- une réserve d'eau constituée au minimum de 320 m³;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques ;- des robinets d'incendie armés. <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
Constats : L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none">- de deux poteaux incendie dont un en capacité de délivrer 100 m³/h, le débit du second est d'environ 30 à 40 m³/h ;- d'une réserve d'eau de 320 m³, commune avec la société BERRY ;- de 72 extincteurs portatifs et 7 sur roues ;- de 7 RIA alimentés par le réseau communal ;- d'un personnel formé à la manipulation des extincteurs. <p>Le bâtiment principal est équipé d'une détection incendie. Le report d'alarme se fait au poste de surveillance de la société BERRY qui dispose d'une équipe de surveillance (7j/7, 24h/24). Le jour de la visite, le boîtier SSI n'indiquait pas de défaut sur le système de détection incendie.</p> <p>Les toitures des bâtiments sont équipées de DENFC (ouvertures manuelles et automatiques), des rondes de surveillance sont réalisées chaque soir et le week-end par les équipes de surveillance de la société BERRY.</p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs et RIA a été réalisé le 31/03/2021 par la société DESSAUTEL, les extincteurs de plus de 10 ans ont été remplacés, la numérotation et la fixation des extincteurs aux murs a été remise en conformité.</p> <p>Le compte rendu de vérification périodique (Q4) indique que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.</p> <p>Les services de secours font des exercices sur le site chaque année.</p> <p>Observation : l'étude de danger de 2007, contenue dans le dossier de demande d'autorisation, dimensionne, suivant les scénarii, à 240 m³ le volume maximal des besoins en eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant s'assurera que les murs coupe feu, dont la présence a permis de dimensionner le volume d'eau d'extinction maximal nécessaire, conservent les caractéristiques techniques requises pour assurer leur capacité à prévenir la propagation d'un incendie. Une attention particulière doit être exercée sur les caractéristiques du mur séparant les établissements SOMAGIC et BERRY.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux recepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 840 m ³ . Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont signalés par un panneau visible en permanence par les secours indiquant : " Vanne d'isolement, en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée - Rétention des eaux d'extinction". Art 20. III AM du 09/04/2019 III. Rétentions et bassin de confinement Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Constats : l'exploitant dispose , en commun avec la société BERRY, d'un bassin de confinement de 840 m ³ . La vanne de confinement est accessible, manipulable et signalée. Les consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie, présentées lors de la visite ne mentionnaient pas la fermeture de la vanne. L'exploitant a transmis le 18/03/2022 des consignes modifiées. Celles-ci mentionnent désormais la fermeture de la vanne et les personnes affectées à cette tâche. Observation : l'étude de danger de 2007, contenue dans le dossier de demande d'autorisation, dimensionne, suivant les scénarii, à 270 m ³ la capacité maximale de rétention nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2008, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau d'alimentation en eau potable
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : L'eau est prélevée dans le réseau communal d'eau potable, elle est utilisée pour les besoins sanitaires. La consommation annuelle des dernières années est stable, elle est d'environ 200 m ³ . La dernière vérification du disconnecteur date du 30/06/2021 et n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2008, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage et quantité maximale de déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les volumes suivants : <ul style="list-style-type: none">- Ferrailles: 30 m³- Cartons: 60 m³- Plastiques: 30 m³- DIS en mélange: 10 m³- Liquide de dégraissage: 6,4 m³- Déchets de peinture: 1 m³
Constats : La gestion des déchets n'appelle pas d'observation. Les déchets sont triés et entreposés dans des bennes, les volumes autorisés sont respectés. L'usinage de la fonte est réalisé sans lubrifiant, il n'engendre pas de déchets graisseux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">— la date de l'expédition du déchet ;— la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;— la quantité du déchet sortant ;— le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;— le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;— le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;— le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : les registres des déchets 2020 et 2021 doivent comporter l'ensemble des éléments attendus à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29/02/2012. Constat 3-01032022 : les registres des déchets 2020 et 2021 présentés par l'exploitant ne mentionnent que l'évacuation des déchets dangereux. Les registres des déchets 2021 doivent être complétés avec les évacuations des déchets non dangereux. L'exploitant a transmis le 18/03/2022 un courrier de la société SARP CENTRE EST mentionnant que cette dernière est autorisée à procéder à la rupture de traçabilité de certains déchets. Ces éléments permettent d'expliquer certains points relevés lors de l'inspection (code de traitement finaux des déchets ne correspondant pas à des codes de traitements définitifs, pas de destinations finales pour certains déchets). Ces constats n'appellent donc plus d'observation. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29/02/2012 s'appliquaient jusqu'au 31/12/2021. Depuis le 01/01/2022, s'appliquent les dispositions de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (NOR : TREP2110485A). L'exploitant s'assurera que le registre des déchets 2022 comporte l'ensemble des informations attendues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Si nécessaire, le registre des déchets devra être complété avec l'ensemble des informations attendues à l'article 2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration Gerep

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration Gerep
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constat 4-01032022 : la déclaration GEREP 2020 ne mentionne pas l'évacuation des déchets dangereux alors que le registre des déchets 2020 indique l'évacuation de plus de 7 tonnes de déchets dangereux. Le registre des déchets 2021 mentionne une quantité de déchets dangereux évacués en 2021 supérieure à 2 tonnes. Il a été rappelé à l'exploitant que la déclaration GEREP 2021 devait être réalisée avant le 31 mars 2022 et que celle-ci doit indiquer la quantité de déchets dangereux évacuée du site en 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Equipements sous pression en exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste des équipements sous pression présentée comporte tous les éléments attendus à l'article 6. Le jour de la visite, la liste n'avait pas été mise à jour pour les dates des dernières inspections périodiques et les durées maximales séparant deux inspections périodique. L'exploitant a transmis le 08/03/2022 une liste mise à jour, notamment pour les deux points précédents. La dernière liste transmise comporte deux colonnes intitulées, toutes les deux "date de la dernière IP" correspondant aux dates de mise en service de l'équipement et de la dernière inspection périodique. Pour une meilleure compréhension de la liste, l'exploitant pourra utilement modifier l'intitulé de la colonne indiquant la date de mise en service des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet